

Comprendre la Belgique pour deviner l'Europe

L'Etat belge qui n'a jamais été, comme la France ou l'Espagne, un Etat assez fort pour s'opposer à une montée régionaliste, ressemble de plus en plus à une coquille vide. Les voix réclamant la scission entre la Flandre et la Wallonie se font plus virulentes que jamais. Ces difficultés du système fédéral, bâti en Belgique pour concilier deux identités en conflit, pourraient bien présager des difficultés d'un futur système fédéral européen, et le petit Etat belge en effervescence constituer un parfait laboratoire pour une étude des régionalismes européens.

**par François Bordes
et Gonzague de Pirey (1)**

Le 21 juillet 1831, Léopold de Saxe-Cobourg-Gotha, un prince d'origine allemande naturalisé britannique, qui avait été choisi à Londres par les Anglais, les Français, les

Allemands et les Autrichiens, réunis en congrès, prêtait serment en son âme et conscience pour régner sur les Pays-Bas du Sud, que la tyrannie de Guillaume d'Orange avait portés à l'insurrection. En ce grand jour, la Belgique était née. Cent soixante-huit ans plus tard, deux ingénieurs des Mines posaient le pied près de la gare du Midi à Bruxelles, et se frayaient un chemin dans les enchevêtrements du tramway. Il fallait bien deux ingénieurs des Mines pour sonder, explorer et tracer les cartes de ce pays en creux, mystérieux, incernable, où des souterrains et des tunnels se croisent sous les villes entre le monde politique et les affaires judiciaires, entre néerlandophones et francophones, entre les cités minières à l'abandon de la Wallonie et les fleurons pétrochimiques de la Flandre, entre le pouvoir officiel et disséminé du fédéralisme et les pouvoirs cachés, parfois occultes, que l'œil inexpérimenté d'un Français ne peut pas distinguer.

Nous fûmes accueillis comme des princes. Une famille de la bourgeoisie d'Uccle nous ouvrit en grand les portes de sa maison cossue, dont la décoration à la belge consistait en un amoncellement hétéroclite de peintures avant-gardistes, de tapis et de bibelots. On ne pouvait pas imaginer hôtes plus accueillants. S'enthousiasmant pour notre étude, ils se sont plu à déployer leur réseau de relations, réquisitionnant des économistes, des ministres, des professeurs, des industriels, des artistes, et jusqu'à la directrice d'école de leurs enfants. Le soir, à la bougie, la fleur de la société bruxelloise se retrouvait pour des joutes intellectuelles, arrosées par les châteaux bordelais. Le lendemain, nous partions en voiture sillonner la

campagne belge, entre nos nombreux rendez-vous. Chaque jour nous obtenions davantage d'informations, d'explications, et pourtant il nous semblait manquer d'une clef ou d'un indice pour rendre le tout cohérent... Quand tout à coup, à l'improviste, la révélation arriva.

Le marécage belge

Nous avions rendez-vous avec D..., membre de quelques conseils d'administration en Belgique, qu'un échec aux dernières élections avait relégué sur la voie tout aussi noble de l'écologie. Il nous reçut dans un modeste bureau de la banlieue parisienne, aux murs couverts de photos de pandas. On sentait tout de suite le jeune aristocrate de haut vol, la mèche fougueuse, mais l'œil acerbe. Il ne tourna pas autour du pot : « La Belgique ? Je vais vous dire ce que c'est. La Belgique, c'est un marécage... Et je vais vous le démontrer ». D... était sûr de ses effets, il se mit à brasser l'histoire de la Belgique, la longue succession des invasions et des occupations étrangères. Ce furent d'abord les Valois, qui se disputent les principautés avec les Allemands. Puis les Bourguignons, Charles le Téméraire et Marie de Bourgogne. Ensuite, l'empereur Charles Quint, né à Malines, qui amène bientôt la domination espagnole. Son fils Philippe II met le pays à feu et à sang, forçant les protestants à fuir vers le Nord. Les Habsbourg autrichiens s'emparent des ruines du pays, avant la Révolution française et le code civil de Napoléon. Enfin, après la chute de

(1) Auteurs de *La Belgique impertinente*, Presses de l'École des Mines.

l'aigle à Waterloo et la tyrannie hollandaise, une émeute éclatée à l'opéra de Bruxelles donne au pays l'indépendance. Mais les nations réunies à Londres s'empressent de désigner un roi étranger, afin d'assurer la tranquillité de cette zone tampon de l'Europe...

« Or, s'exclame D..., tous ces princes et ces tyrans qui ont voulu imposer leur loi sur le pays, se sont rapidement engloutis dans le *marécage belge*. » Sous les Bourguignons, des troubles fomentés par les corporations éclatent sans arrêt dans les villes. Déjà, Marie de Bourgogne est forcée de leur accorder des privilèges, c'est-à-dire un statut d'indépendance. Jamais Bruxelles, Anvers, Bruges, Liège ne se soumettront à un pouvoir central. Les représentants envoyés par Charles Quint et Philippe II feront les frais des révoltes citadines envenimées par les guerres de religion. Ni les Autrichiens, ni les Français, ni les Hollandais ne maîtriseront totalement ces villes. Mais l'événement fondateur de l'esprit belge, c'est la bataille des *Eperons d'or*, en 1302, lorsque l'élite de la chevalerie française, envoyée par Philippe le Bel pour donner une leçon aux insurgés flamands, trébuche dans les marécages autour des portes de Courtrai et périt sous les piques des paysans. Leurs éperons dorés seront pendus quelque temps aux murs de la cathédrale – avant d'être repris par la France à la bataille suivante. Qu'importe, l'essentiel avait eu lieu. Désormais, une date et un nom pourraient résumer pour les générations futures l'esprit d'indiscipline et de rébellion qui animera le peuple belge face à ses envahisseurs successifs. « Approchez, princes de tous les pays, faites camper vos armées autour de nos villes. Mais sachez qu'elles s'effondreront rapidement sous leur propre poids, dans les profondeurs du *marécage* ! »

Les invasions ne s'arrêtent pas avec l'indépendance de la Belgique. A l'époque moderne, les achats des entreprises belges par des multinationales étrangères ont remplacé le fracas des épées sur les champs de bataille. Mais l'esprit

Ce n'est pas un hasard si le nom de Bruxelles provient d'un très vieux mot flamand, *broek* (marais, marécage) : le marécage belge n'est pas seulement géologique, il est aussi spirituel, culturel, politique

indiscipliné des Belges est toujours aux aguets. Ainsi, Carlo de Benedetti, le financier italien, se croyait très fort en lançant en 1988 une OPA sur la Société Générale de Belgique, holding tentaculaire que le respect a immortalisé sous le nom de *Vieille Dame*. Elle regroupe un réseau immense d'activités : eau, électricité, sidérurgie, industrie, banque, assurances... Cette auguste société en déclin semblait une proie facile. Mais De Benedetti en fait trop.

Sûr de sa victoire, il rencontre les directeurs belges de la société et leur offre... une boîte de chocolat. Ce geste condescendant et moqueur n'est pas apprécié. Au dernier moment, dans la nuit qui précède la finalisation de l'OPA, le comité de direction se rassemble en secret pour organiser une riposte, par une augmentation de capital. L'attaque italienne est repoussée *in extremis*. Plus tard, une offre de Agfa-Gevaert sera également repoussée, avant que le groupe Suez-Lyonnaise des Eaux ne l'emporte. La *Vieille Dame* deviendra finalement française, mais la gestion ne sera pas des plus faciles...

« Ainsi, conclut D..., la Belgique est restée aujourd'hui ce qu'elle a toujours été : un marécage, conçu pour noyer l'étranger dans son invraisemblable complexité. Ce n'est pas un hasard si le nom de Bruxelles provient d'un très vieux mot flamand, *broek*, qui signifie marais, marécage.

Le marécage belge n'est pas seulement géologique, il est aussi spirituel, culturel, politique. La constitution, créée en 1831 par le nouveau Parlement belge, fut conçue pour disséminer les pouvoirs, pour limiter le rôle du roi – cet étranger imposé par les grandes puissances – à un simple rôle de représentation et de ratification des lois, pour établir un pouvoir judiciaire si fort qu'il contrebalance les autres pouvoirs, en un mot pour faire de la Belgique un monstre à plusieurs têtes, afin d'éviter qu'une tête unique ne soit prise à nouveau par l'étranger ».

« La Constitution, créée en 1831, fut conçue pour faire de la Belgique un monstre à plusieurs têtes, afin d'éviter qu'une tête unique ne soit prise à nouveau par l'étranger »

Le système fédéral

Cette thèse nous parut intéressante et mériter qu'on la suive jusqu'au bout. Elle fournissait une explication cohérente et plausible à la complexité du système fédéral belge écrit à partir des années 70, et qui offre aujourd'hui aux yeux des étrangers un visage incohérent et éclaté. A qui s'adresser dans ce système, lorsque les responsabilités fédérales se superposent à celles des régions, des communautés, des provinces, des communes ? Nous avons sous les yeux un écheveau, plein de redondances, qui semble échapper à toute logique.

Comme nous le disions, le système fédéral belge date des années 70. La grande fracture, la grande explosion de l'Etat belge date de l'année 1968, lorsque les étudiants flamands de l'université de Louvain – la plus ancienne université de Belgique, catholique et francophone – protestent dans la rue contre la soumission linguistique. « *Walen buiten !* », les Wallons dehors, tels sont les mots scandés par la jeunesse néerlandophone, des mots qui, comme un couperet, vont déchirer le pays en deux. Il ne s'agit pas là d'une manifestation passagère. Les sources de cette révolte sont plus lointaines et profondes que celle des étudiants de la Sorbonne. A Louvain, c'est le cœur oppressé de tout un peuple qui s'exprime. Les Flamands ont le sentiment d'être opprimés depuis deux siècles, lingu-

tiquement et politiquement, par les francophones. Or, depuis l'après-guerre, ce sont eux qui dominent le

pays économiquement. Ils ne sont plus les pauvres paysans de XIX^e siècle, que les bourgeois francophones de Bruges et d'Anvers pouvaient considérer de haut. Ils ont créé une industrie performante et dynamique, tandis que les charbonnages wallons sont en train de s'écrouler. Ils veulent qu'enfin leur existence soit reconnue aussi bien dans la politique, l'éducation, la justice. Ils veulent mettre fin à tout jamais au mépris condescendant des francophones qui dirigent le pays.

Le gouvernement belge démissionne. Le nouveau Premier ministre, Gaston Eyskens, tente de mettre un terme au conflit entre les deux communautés. Une commission officieuse est constituée, que l'on appellera le « Groupe des 28 », composée d'hommes politiques du Nord et du Sud du pays. Dans l'ombre, hors des feux des médias, cette commission travaillera pendant un an pour parvenir à un compromis. Le débat vigoureux au sein du Groupe des 28 va voir se jouer l'avenir du pays. Les Flamands demandent un partage du pays en Communautés. La Communauté sera une entité linguistique et culturelle. De l'autre côté de la table, les Wallons proposent des Régions. La Région sera une entité territoriale, économique. Deux visions institutionnelles, deux conceptions d'une régionalisation possible, et surtout deux systèmes qui avantagent, par de savants calculs, l'une ou l'autre partie du pays. Une seule chose est sûre : l'Etat central sera dépecé, il perdra ses prérogatives, et les partagera entre les deux régions rivales. Une année de négociations acharnées se passe.

Enfin, en 1970, un compromis est établi. Le plan de réformes Eyskens est composé de trente-cinq propositions. La révision constitutionnelle tant attendue par les deux camps est votée. Pour la première fois depuis 1831, la première ligne de la Constitution est modifiée. La Belgique, en tant qu'Etat unitaire, n'existe plus. Elle devient un « Etat communautaire et régional ».

Comme l'expression " communautaire et régional " de la nouvelle Constitution l'indique, le compromis auquel a abouti Gaston Eyskens consiste ni plus ni moins à superposer les exigences des deux parties du pays, et à combiner les deux systèmes proposés de chaque côté. La tactique Eyskens consistait à satisfaire tout le monde en accordant tout à chaque camp.

Ainsi deux systèmes fédéraux voyaient le jour. Celui des trois Communautés d'une part, celui des trois Régions d'autre part. Les nouvelles entités fédérées étaient dotées de différentes prérogatives alors dévolues à l'Etat central. La Communauté était compétente dans

le domaine culturel, linguistique et scolaire. La Région, elle, prenait en charge l'économie, l'agriculture, les travaux publics et les transports.

Tout ce qui concerne la vie des personnes (la langue, l'éducation, l'école) allait aux Communautés. Tout ce qui concerne le territoire (l'économie, l'urbanisme, l'agriculture) relevait des Régions. Les deux systèmes ne se superposaient pas, ni géographiquement, ni politiquement. On y lisait deux philosophies, deux conceptions de la politique distinctes, attachées au caractère propre à chaque Région, et à ses intérêts. Aux yeux des Flamands, l'important c'est la langue et l'éducation – ils se souviennent trop bien du temps où le flamand n'était pas une langue officielle à l'école. Pour les Wallons, l'économie, le territoire sont plus importants – car il faut reconstruire cette Wallonie en plein marasme économique.

En même temps, des intérêts politiques moins avouables étaient en jeu. Le partage du pays en trois Régions (wallonne, flamande et bruxelloise) donnait aux francophones un compte de deux Régions contre une seule aux Flamands. Le partage en trois Communautés (française, néerlandaise et allemande), sous prétexte d'octroyer un privilège absolument inespéré à la modeste communauté germanophone de l'Est du pays, rétablissait surtout l'égalité en nombre de parlements des francophones et des Flamands.

Gaston Eyskens croyait réconcilier les Belges. Le système issu du Groupe des 28 devait satisfaire les exigences contradictoires des deux parties du pays, puisqu'il n'était que la superposition des systèmes souhaités par les uns et les autres. La suite donna tort à Eyskens. Loin d'être un aboutissement, le système fédéral de 1970 fut un commencement, l'amorce d'un grand mouvement. Il ne devait s'agir que d'une première étape, d'une ébauche dans la fédéralisation toujours plus poussée du pays.

Après 1970, les Flamands restent insatisfaits du système mis en place par la

révision constitutionnelle. Beaucoup de choses manquent à leurs yeux. Les Communautés, au lieu de se contenter d'être de pures institutions culturelles, devraient être renforcées sur le plan de l'éducation. Les prérogatives établies jusque là n'étaient pas satisfaisantes, il fallait aller plus loin.

La seconde révision a lieu en 1980. Communautés et Régions obtiennent plus de prérogatives et d'indépendance. L'Etat belge s'affaiblit. Tout le monde trouve la réforme imparfaite c o n c e r n a n t Bruxelles, dont le statut laisse des points dans l'ombre.

Les années 80 sont difficiles pour l'économie belge, le second choc pétrolier enfonce davantage la Wallonie dans le marasme, la dette du pays s'accroît, la Flandre a l'impression d'être freinée par la crise wallonne. Peu à peu, la solidarité économique entre Nord et Sud s'effrite, les deux camps s'éloignent l'un de l'autre, défendant de manière plus acerbe leurs intérêts propres et non l'intérêt commun. Les discours politiques s'en ressentent. Les Flamands posent la question : « pourquoi payerions-nous pour nos voisins, avec qui nous ne sentons pas d'affinité ? ». L'hypothèse de la scission du pays se profile à l'horizon, défendue avec verve par les partis extrémistes, suivis timidement par les partis démocratiques. La coupure du pays en deux apparaît de plus en plus plausible.

1988, 1989, nouvelle révision constitutionnelle. Le statut de Bruxelles est clarifié. La Région de Bruxelles-Capitale possède désormais un Parlement, un exécutif, et des pouvoirs véritables. Enfin, en 1993, la dernière en date des révisions de la Constitution donne plus de pouvoir aux Régions, et surtout modifie la première ligne. La Belgique n'est plus un « Etat communautaire et régional », mais tout simplement « un Etat fédéral ». La réalité de la politique était consacrée dans les textes. Symboliquement, le grand saut était fait.

Plus qu'un Etat fédéral, c'est vers un Etat « confédéral » que se dirige la Belgique. A chaque révision constitutionnelle, le gouvernement espère avoir trouvé l'achèvement. Mais aucun com-

En 1970, la Belgique, en tant qu'Etat unitaire, n'existe plus : elle devient un « Etat communautaire et régional »

En 1980, Communautés et Régions obtiennent plus de prérogatives et d'indépendance : l'Etat belge s'affaiblit

promis ne suffit aux Wallons et aux Flamands. L'histoire continue et amène toujours de nouvelles revendications.

Les dernières élections de 1999 ont confirmé la poussée de la communautarisation des partis politiques, dressant de plus en plus les deux régions l'une

contre l'autre : il n'y a plus le débat entre mouvances politiques, indépendamment des communautés, qui existait encore il y a dix ans; les partis flamands d'une part, francophones d'autre part, parlent de plus en plus d'une seule voix.

Les prochaines réformes de l'Etat devraient entraîner la régionalisation de la sécurité sociale, de la fiscalité. Progressivement, l'Etat central perd ses domaines d'action. Il ne restera bientôt plus à l'Etat belge que le minimum pour survivre, et avoir encore un sens : armée, justice, gendarmerie, chômage, pensions... Certains constatent déjà la déperdition de toute autorité centrale : des membres hauts placés des ministères français ne savent plus à qui s'adresser dans un système belge disloqué ; sur la plupart des affaires du pays, l'Etat fédéral n'est plus capable de répondre, et le pouvoir de décision se disperse entre Parlements des Régions, des Communautés, et échevins des villes. L'Etat belge fait aujourd'hui véritablement figure de peau de chagrin.

Vers la scission de la Belgique ?

Pourquoi supporter un système lourd et vacillant qui résulte pour de nombreux Belges en d'incroyables difficultés administratives ? Pourquoi préserver à tout prix cet instable compromis entre deux peuples qui n'ont plus de raison de s'entendre ? C'est ce que se demandent de nombreuses personnes, d'un côté comme de l'autre de la frontière linguistique. Pourquoi ne pas vivre dans deux Etats indépendants, avec chacun sa culture, son économie, son administration, sa voix au concert des nations de l'Union européenne ? A quoi bon prolonger cette alliance factice, ce système si lourd qu'on ne s'y retrouve plus...

Les partis traditionnels flamands furent les premiers à mentionner la scission de l'Etat belge dans leurs programmes de campagnes, durant les années 70. La Volksunie, grand parti de la droite,

devient la porte-parole des séparatistes. Mais, au sein du mouve-

ment, l'aile droite se fait plus virulente, refusant toute sorte de compromis avec la Région wallonne. Quelques leaders font sécession en 1977 pour ne pas signer le pacte d'Egmont en vue d'un pacification communautaire. Karen Dillen fonde le Vlaams Nationale Partij (VNP), et Lode Claes le Vlaams Volkspartij (VVP). L'année suivante, ces deux nouveaux partis devaient être réunis sous le nom de Vlaams Blok.

Le Blok commence sa carrière en menant campagne tambour battant pour la cause séparatiste. La Flandre indépendante, voilà l'objectif défendu par Karen Dillen.

Mais peu à peu, la thématique du parti dérive. Au cours des années 80, à l'instar de leurs homologues du Front National en France, les leaders du Vlaams Blok jugent bon de s'attaquer au problème de l'immigration. Le chômage et la crise qui touchent la Flandre comme le reste de l'Europe ne sont-ils pas imputables aux hordes d'étrangers venues travailler dans notre pays ? Ce discours s'avère remporter des points aux élections.

Tout comme le Front National, le Blok est un parti mineur au début des années 80. Les succès électoraux arrivent à la fin de la décennie, plus particulièrement aux élections communales de 1988. L'extrême droite remporte 5 % des voix. La montée s'accélère au début des années 90. Karel Dillen, le ténor historique, laisse la place à un requin aux dents longues, Philippe Dewinter. Ce dernier a tout pour plaire. La quarantaine dynamique, un air de premier de la classe, il remporte tous les suffrages. Aux élections législatives de mai 1995, son parti gagne 18 % des suffrages à Anvers.

Il faut, dès lors, compter avec le Blok dans le paysage politique belge. Il devient une force par rapport à laquelle les autres partis doivent se situer. Après une période d'hésitation, où l'en-

vie était grande de reprendre à son compte les thèmes du Blok pour regagner du terrain, les partis traditionnels se sont, comme en France, alliés contre l'extrême droite – au risque de focaliser le débat sur le terrain de prédilection de leurs adversaires.

Tout comme le Front National, le Vlaams Blok utilise à son profit les attaques portées contre lui. Les partis démocratiques ne sont pas démocratiques puisqu'ils lui refusent la parole. De même, le Blok subit de toute évidence un complot mené par le pouvoir en place (technocratique et corrompu) et les médias.

Pendant ce temps, les stratèges du mouvement préparent les campagnes les plus provocantes possibles, pour s'attirer les feux de la rampe. Les petites phrases aux consonances hitlériennes rapportent leurs petits succès médiatiques. Des affiches fleurissent dans toute la Région, figurant de gigantesques poings fermés, brandis pour exiger Dieu sait quoi – la scission du pays ? l'expulsion de tous les immigrants ? Nul ne sait plus très bien...

En 1998, l'interdiction faite par le bourgmestre de Bruxelles d'installer un meeting du Vlaams Blok au Palais des Congrès est une splendide occasion pour l'extrême droite de s'emparer des ondes de la radio et de la télévision. Bataille très symbolique, car, outre l'indépendance de la Flandre, le Vlaams Blok n'oublie pas dans ses discours la reconquête de la capitale belge par ses voisins flamands, abolissant deux siècles de francophonie. Rien de tel que des rêves pour attirer les électeurs. Mais la plus sublime œuvre d'art du Blok, absolument somptueuse, dépassant tout le reste, c'est celle-ci : cette affiche reproduisant la photographie d'un homme – ancien commissaire à Bruxelles, viré de la police pour ses méthodes un peu trop virulentes – dressé, dans une posture martiale, le bras droit levé. Il porte (sans doute illégalement) son plus bel uniforme noir, de la police, avec des boutons brillants, et l'on sent, à sa stature, combien il en est fier. Son visage, empreint de raideur et de haute dignité, exprime assez bien ce qu'il compte faire de tous les improductifs, de la mauvaise graine d'immigrés qui traîne dans nos contrées... Son

regard pénètre le spectateur, il respire une profonde et inébranlable résolution.

Les revendications séparatistes et les succès électoraux du Vlaams Blok entraînent désormais la Flandre, et avec elle toute la Belgique, dans une véritable fuite en avant vers la scission.

Les partis flamands traditionnels ont d'abord essayé de contrer ce parti gênant, en constituant un « cordon sanitaire ». Ils se sentent désormais obligés, moins par conviction que par calcul, de hurler avec les loups du Vlaams Blok pour demander la scission. La classe politique flamande est certainement convaincue que cette scission ne peut pas avoir lieu : il faudrait un vote majoritaire dans toutes les entités fédérées et deux tiers au total pour qu'elle puisse être réalisée.

Les hommes politiques flamands demandent donc la séparation sans y croire. Pourtant, cette surenchère les entraîne malgré eux dans le sillage de l'extrême droite, il viendra un moment où les discours seront rattrapés par la réalité, et où il sera trop tard pour faire machine arrière. Tous les Flamands se sont engagés, sans le vouloir, vers la séparation.

La Belgique est poussée vers la séparation moins par les peuples eux-mêmes, que par cette surenchère politique. Depuis longtemps, les thèmes de campagnes électorales se focalisent sur la question communautaire. Les Belges eux-mêmes se contenteraient sans doute d'un statu quo, mais les batailles politiques les entraînent malgré eux dans une fuite en avant vers la scission. Dans les faits, de nombreux Belges ne se sentent ni pour, ni contre la séparation. Beaucoup de Belges ont fini par se désintéresser des discours de leurs hommes politiques, et de l'évolution d'un système fédéral trop compliqué. Mais il y a peu de chances que la voix de cette majorité se fasse entendre, pour montrer aux hommes politiques que les Belges ne veulent pas la scission de leur pays. Les exigences médiatiques favorisent le jeu des extrêmes aux dépens des modérés. Sur la scène politique, personne ne peut calmer la

montée séparatiste. Il n'y a pas de force de rappel. La surenchère politique met réellement la Belgique en danger d'éclatement.

L'âme belge

« Et pourtant, elle tourne ! », aurait dit Galilée. Et pourtant, la Belgique continue d'exister. Malgré un système fédéral d'une complexité presque absurde, malgré un écart économique et culturel entre les deux parties du pays qui ne cesse de s'agrandir, malgré les provocations et le succès des extrémistes favorables à la scission, la société belge continue de tourner. Pourquoi ? Parce que, derrière l'opposition linguistique, derrière les paravents de la politique, il existe une grande et belle âme belge.

31 juillet 1993 : les journaux d'information annoncent la mort du roi Baudouin, en Espagne. Le lendemain, le corps du souverain est rapatrié en Belgique. Il se produit alors une chose à laquelle plus personne ne s'attendait. Les Bruxellois commencent à descendre dans la rue. Un à un, les habitants sortent de chez eux, se regroupent dehors, parlent entre eux. Une grande vague commence à s'élever. On se dirige, sans réfléchir, vers la place du Palais Royal. Les jardins du Palais s'emplissent peu à peu d'une foule de Bruxellois, hommes, femmes, enfants. La foule s'avance, dans un grondement imperceptible, se masse auprès des grilles de l'entrée, pour prêter un ultime hommage au roi défunt. Certaines personnes pleurent irrésistiblement. La cohue est immense, la place est remplie d'une marée humaine. A l'entrée, les gardes laissent passer un filet de personnes qui vont jusqu'au palais pour se recueillir devant le cercueil royal. Un sentiment nouveau s'élève de la foule, de dignité et de fraternité.

Les Belges découvraient soudain quel grand roi ils avaient eu. Ce roi simple et bon, dont le doux visage apparaissait de temps à autre sur les écrans cathodiques, pour défendre les grandes causes catholiques. Roi-moine, roi-prêtre, qui rayonnait par sa ferveur religieuse et faisait rayonner la Belgique

dans toute l'Europe et même au-delà du continent.

Mais, plus que leur roi, les Belges se redécouvraient eux-mêmes. Tels qu'ils n'avaient plus été depuis longtemps. Un seul peuple. Réunis par la même émotion. Ils se rendirent compte que les fractures et les discordes qui animaient tous les jours la foire politique avaient masqué la Belgique profonde, la vraie Belgique, celle qu'ils sentaient au plus profond de leur cœur, celle qu'eux seuls pouvaient comprendre.

Puis, en octobre 1996, l'âme belge trouve une nouvelle occasion de fleurir au grand jour. Pendant des mois les Belges ont subi tous les soirs à la télévision les images les plus sordides. Les affaires de pédophilie ont jeté sur le pays un climat de méfiance et de dénonciation. Quand Dutroux est arrêté, on réalise soudain l'ampleur de l'horreur. Les Belges s'en prennent à leur Justice qui longtemps a nié l'existence d'un réseau de pédophiles, préférant invoquer la thèse des « fugues ». Un beau jour d'octobre, c'en est trop. Les parents des jeunes filles assassinées, Russo, Marchal, Lejeune, Bouzet appellent à une manifestation « sans calicots et sans revendications politiques d'aucune sorte. Le blanc sera notre symbole, celui de nos enfants abîmés et massacrés, celui de l'innocence trahie, mais aussi celui de la non-violence. Soyez des nôtres, avec une fleur blanche ou un ballon blanc en signe de reconnaissance... ».

La veille du jour de la « marche blanche », cent vingt mille billets de trains pour Bruxelles sont vendus dans toute la Belgique, Flandre et Wallonie confondues. Des centaines de milliers de personnes accrochent des mouchoirs blancs à leurs fenêtres. Le jour de la manifestation, une foule de plus de trois cents mille personnes envahit l'artère centrale de la capitale. C'est le plus grand rassemblement qu'ait vu la Belgique depuis la guerre. La foule marche en silence, tenant à la main des ballons blancs. L'émotion est presque insoutenable quand apparaît Sabine Dardenne, une des dernières victimes de Dutroux, sauvée de la mort au dernier moment dans son cachot. A ce moment-là, il n'y a plus ni Flandre, ni Wallonie. Il n'y a plus que des Belges qui veulent encore espérer.

L'âme belge existerait donc. Les mauvaises langues prétendent qu'elle n'existe pas parce qu'elle est difficile à cerner. Pourtant, dans les grands moments, elle se révèle et fait oublier les clivages et les différences.

Amélie Nothomb, l'écrivain belge, est désormais célèbre en France – son premier roman, « Hygiène de l'assassin », est repris au cinéma. Fascinante Amélie Nothomb, petite fille échevelée qui écrit des romans d'une noirceur délicate. Curieuse Amélie Nothomb, fille d'un célèbre diplomate belge (il y a une rue Nothomb à Bruxelles), qui passa son enfance au Japon où elle a acquis une grâce éthérée dans les mots et même dans la cruauté – avant de revenir dans sa ville natale et de devenir l'une des ambassadrices de la culture belge en France.

Pourquoi parler ici d'Amélie Nothomb ? Parce que, interviewée dans la Belgique toujours grande et belle, elle se présente spontanément comme « une apatride belge ». Elle évoque ce que signifie à ses yeux la belgitude. « De toute façon, je ne me sens bien nulle part. Cela s'appelle être apatride, j'imagine. Et cependant, si je ne suis chez moi nulle part, je n'en suis pas moins une apatride belge. Pourquoi ? A cause du dépôt de trams situé près de chez moi, à Bruxelles. C'est un lieu qui me parle. Quand des amis étrangers me demandent de leur faire visiter "ma" ville, je leur montre le dépôt de trams. Ce spectacle semble les consterner plus qu'autre chose. Je ne parviens pas à leur expliquer la magie de cet endroit ».

« Le matin, à cinq heures, après m'être débattue pendant des heures contre les angoisses de l'insomnie, quand j'entends le chant des premiers trams qui quittent le dépôt, je sais que la nuit est vaincue et ce soulagement est délectable. Le chant des premiers trams qui partent pour l'infini est pour moi la musique de la rédemption. Il n'existe pas d'équivalent parisien à cette poésie. Donc, si je suis belge, c'est par les trams, mes compatriotes préférés. »

On appréciera la finesse de la comparaison. La Belgique est un dépôt de trams – un endroit triste et ennuyeux à

côté duquel personne ne songerait à habiter, mais qui tire justement son charme de cette non-identité, de cette apparence de fin – ou de début – de voyage. Endroit où les choses ne font que passer, où rien n'est établi, rien n'est fixé, où il n'y a pas de permanence.

De tous les peuples, les Belges sont les plus conscients de la vacuité inexorable de la condition humaine : sous un ciel bleu italien, on peut avoir l'impression d'être éternel ; sous un ciel toujours

Dans les grands moments, l'âme belge se révèle et fait oublier les clivages et les différences

bleu-gris, on s'habitue à se que les choses s'effacent, se perdent dans le brouillard. Les habitants de Bruxelles le savent bien : le ciel de leur ville ne ressemble jamais à rien ; ni bleu, ni gris, toujours quelque part entre les deux. Au point que les décorateurs du monde entier – peut-être inspirés par quelque facétieux originaire de la Belgique – ont donné le nom de « ciel belge » pour désigner ce gris si particulier, inimitable.

Les Belges sont semblables à des trams qui « partent pour l'infini », individus sans nation, sans Etat, obligés de partir au bout du monde pour trouver du nouveau. Combien de gens, originaires de ce pays trop petit, ont-ils pris leur valise pour partir à l'étranger ? Ce sont eux qui devinrent les grands exportateurs, les colonisateurs du Congo, ou encore les artistes belges qui ont conquis le monde entier, comme Tintin.

Enfin, ce qui donne aux Belges leur âme, c'est cet esprit d'impertinence qui s'allie si bien avec leur humour plein de dérision, c'est cette disposition naturelle à la rébellion qui fit prendre aux paysans de Courtrai leurs piques pour abattre les chevaliers français dans la boue. Ces Belges amoureux de liberté ouvrirent leurs bras à Victor Hugo lorsqu'il dut fuir la censure de Napoléon III, et il leur en fut reconnaissant :

« Levez-vous, Belges, levez-vous tous ! Recevez Louis Bonaparte comme vos aïeux, les Nerviens, ont reçu Caligula ! Courez aux fourches, aux pierres, aux faux, aux socs de vos charrues ; prenez vos couteaux, prenez vos fusils, prenez vos carabines ; sautez sur la vieille épée d'Artevelde, sautez sur le vieux bâton ferré de Coppenole, remettez, s'il le

faut, des boulets de marbre dans la grosse couleuvrine de Gand ; vous en trouverez à Notre-Dame de Hal ! Criez aux armes ! Ce n'est pas Hannibal qui est aux portes, c'est Schinderhannes ! Sonnez le tocsin, battez le rappel ; faites la guerre des plaines, faites la guerre des murailles, faites la guerre des buissons ; lutez pied à pied, défendez-vous, frappez, mourez ; souvenez-vous de vos pairs qui ont voulu vous léguer la gloire, souvenez-vous de vos enfants auxquels vous devez léguer la liberté ! Empruntez à Waterloo son cri funèbre : la Belgique meurt, et ne se rend pas ! ».

En route vers l'Europe

Une Belgique peut en cacher une autre. Alors qu'elle se présente à première vue sous les traits d'un pays déchiré, coupé en deux par une incompréhension mutuelle, on la découvre plus unie dans l'intimité secrète de ses villes et de son histoire. Les sirènes de la politique, attisées par la mise en scène médiatique, cachent à l'étranger ce que la Belgique a de plus permanent et de plus profond. Elles nous imposent les clichés les plus faciles, nous empêchant de distinguer les subtils dégradés qui fondent le caractère belge.

Le mouvement vers une plus grande indépendance de la Flandre et de la Wallonie n'est ni une guerre, ni une déchirure. L'histoire de cette séparation volontaire n'a pas connu un seul mort – contrairement à la plupart des luttes régionales. Si la Flandre et la Wallonie forment deux régions autonomes, il existe entre elles une âme commune fondée sur la tolérance et l'insoumission. La tolérance, qualité fondamentale des Belges, peuple qui, malgré tout, a réussi à faire vivre en paix deux communautés sans violence et sans haine - Belgique de la tolérance qui accueillit naguère les exilés politiques comme Victor Hugo.

C'est en douceur que la séparation des deux communautés se fera. Car il y aura nécessairement séparation. Les derniers remparts de l'unité ne sont pas assez forts pour résister à la volonté des deux communautés. L'Etat belge n'a jamais été comme la France ou l'Espagne, un Etat assez fort pour s'op-

poser à une montée régionaliste. Peu à peu, au rythme des révisions constitutionnelles, il se défait de ses prérogatives essentielles. Progressivement vidé de la majorité de ses pouvoirs, l'Etat belge ressemble de plus en plus à une coquille vide.

Ce mouvement est d'autant plus inévitable que la Wallonie et la Flandre trouveront dans l'Europe un berceau pour les accueillir. La montée en puissance de l'Union européenne permettra aux régions d'échapper à la mainmise des Etats nations et de se retrouver dans un espace où elles auront une voix forte. L'Etat belge peut éclater, ce n'est pas si grave parce qu'il y a quelque chose au-dessus.

L'heure n'est plus aux rigidités d'Etats craignant l'érosion de leur pouvoir si jamais ils accordent la moindre parcelle d'autonomie à leurs régions. Car il

n'y a plus de risque qu'une région s'en aille former un propre Etat et battre monnaie : de toute façon, les régions autonomes se retrouveront au niveau européen, utiliseront l'euro et auront toujours besoin de commercer avec leurs voisins. C'est pourquoi la Grande-Bretagne a accepté la création d'un Parlement écossais. C'est pourquoi les revendications des Catalans, des

Les « Etats-Unis d'Europe » sont en marche, le mouvement des peuples aura eu raison des réticences nationalistes, la jeunesse se voit désormais européenne

Italiens du Nord, n'ont jamais été autant prises au sérieux. C'est pourquoi, enfin, l'éclatement de la Belgique en deux « eurorégions » fortement indépendantes ne formaliserait plus ses voisins. L'Union européenne est aujourd'hui assez forte pour souffrir d'avoir son siège dans un district européen qui ne serait plus la capitale d'un Etat indépendant.

Un siècle et demi après qu'il a été prononcé, le discours de Victor Hugo

devant les proscrits belges avant de prendre le bateau pour l'Angleterre est plus que jamais dans le courant de l'histoire. Les « Etats-Unis d'Europe » sont en marche, le mouvement des peuples aura eu raison des réticences nationalistes, la jeunesse se voit désormais européenne. L'idéal de paix qui anima les fondateurs de cette Europe unie, cet idéal va aujourd'hui se réaliser.

La Belgique, ou plutôt les eurorégions Flandre et Wallonie, en sortiront-elles vraiment changées ? Nous ne le pensons pas. Même une fois que l'Etat belge aura disparu, il sera toujours dans les mœurs de ses voisins de parler des Belges, et de croire qu'il y a une belgitude au-delà de ses deux régions. Quel que soit l'avenir politique et institutionnel, deux peuples liés pendant si longtemps ont toujours un fond commun, et la Belgique restera ce qu'elle a toujours été : un pays de villes, un pays marécage, un pays européen, un pays impertinent. ●